



ÉDITORIAL

La Fête de l'Humanité, amplificateur d'espoirs

PAR CÉDRIC CLÉRIN, RÉDACTEUR EN CHEF

Quelle bouffée d'oxygène! Alors que les raisons de se réjouir sont rares dans une France où la fin du macronisme n'en finit pas de ne pas finir, la Fête de l'Humanité a été un immense succès. Le compteur d'entrées a affiché 610 000 personnes, comme autant de cris de résistance pour la paix, la justice et la solidarité. Un vrai remède à la sinistrose ambiante. Ces centaines de milliers de voix ont crié leur désir d'une paix au Proche-Orient et de la fin du génocide à Gaza, leur besoin de justice sociale à l'heure où les fins de mois sont si difficiles, leur soif de révolution démocratique pour que ce que dit le peuple sur tous les tons depuis des années puisse enfin déboucher sur des changements profonds de notre société. Ces cris auront-ils percé les murs épais de l'hôtel Matignon, où un nouveau forcené vient d'être nommé ?

Sébastien Lecornu, troisième premier ministre installé en dépit du résultat des élections législatives, est le nouvel enfermé volontaire dans la tour d'ivoire de la rue de Varennes. Il a une mission d'autant plus impossible que, pour l'heure, rien ne laisse présager qu'il l'ait comprise. Abandonner la suppression des deux jours fériés du budget Bayrou était la moindre des choses, mais après ? On semble encore croire en Macronie que quelques ajustements avec les propositions des uns et des autres suffiront à faire passer le budget et éloigner la crise politique. Rien n'est plus faux.

La pression populaire est telle que le premier ministre pourrait, enfin, envisager de discuter de la taxe dite « Zucman » qui imposerait à hauteur de 2 % les patrimoines de plus de 100 millions d'euros. Bien que la contribution soit modeste, le capital sort ses griffes pour empêcher tout nouveau prélèvement à coups de tribunes dans la presse et de relais médiatiques complaisants. On se rappelle qu'en 1981 Georges Marchais disait « au-dessus de 4 millions je prends tout ». On en est (très) loin mais c'est déjà (beaucoup) trop. La taxe Zucman

est un symbole. Un premier pas vers une plus large taxation des revenus financiers et, pourquoi pas, la remise en cause de la mainmise du capital sur l'économie du pays. Pour le patronat, il faut donc la stopper à tout prix. Au point d'aller jusqu'à menacer d'une mobilisation en cas de hausse d'impôts dans le nouveau budget. Après les 60 milliards de cadeaux annuels offerts par Emmanuel Macron et le chiffrage à 211 milliards des aides publiques distribuées chaque année aux entreprises sans contreparties, on croit rêver. C'est cependant la preuve que nous sommes au cœur d'enjeux cruciaux. Sous pression patronale, le premier ministre envisagerait donc de baisser le taux de la taxe ou d'en exclure le patrimoine professionnel, soit 90 % des avoirs concernés. Une nouvelle démonstration qu'ils n'ont rien compris au ras-le-bol populaire de citoyens qui refusent de se serrer davantage la ceinture quand les plus fortunés jouissent du paradis fiscal français taillé uniquement pour eux.

La solution pour le premier ministre n'est donc pas de bricoler des propositions inoffensives afin de gagner la mansuétude (et elle serait grande) de certains à gauche pour éviter la censure. Il doit répondre aux besoins populaires qui se sont exprimés à nouveau les 10 et 18 septembre, et donc entamer une politique totalement différente de celle à laquelle il participe depuis huit ans. Y est-il prêt ? Évidemment non. La gauche doit imposer ce scénario en créant les conditions d'une unité de classe qui puisse trouver un vecteur politique pour gagner le changement. Unité! Unité! C'est l'un des messages des femmes et des hommes, des nombreux jeunes qui se sont pressés à la Fête de l'Humanité. ●

Sous pression, Sébastien Lecornu envisage de discuter la taxe Zucman... mais pour mieux la raboter. Preuve qu'il n'a rien compris au ras-le-bol populaire.